

# le pouvoir aux travailleurs

**mensuel trotskyste**

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

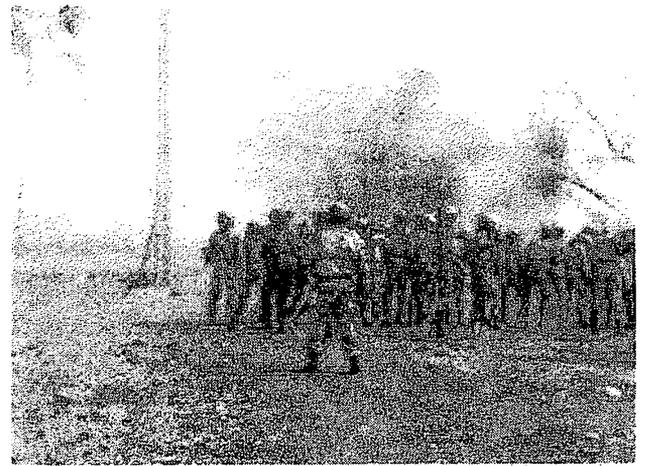
ISSN 0241 0494

Le 13 février 2012

N° 380

PRIX : 0,60 euro

## MALI



**LA GUERRE ENTRE  
LA RÉBELLION TOUAREGUE ET L'ARMÉE  
N'EST PAS CELLE DES TRAVAILLEURS**

SOMMAIRE AU VERSO

**SOMMAIRE**

**Editorial**

Mali : La guerre entre la rébellion touarègue et l'armée n'est pas celle des travailleurs

Page 4

Sénégal : Les classes populaires déçues de Wade, ne peuvent compter que sur leur mobilisation et leurs luttes ...

Pages 5, 6 et 7

Des extraits du journal "Le pouvoir aux Travailleurs" N° 179 édité en Côte d'Ivoire".

Page 7

Ethiopie : Main basse sur les terres agricoles fertiles

Page 10

Madagascar : Les patrons lâchent du lest mais le compte n'y est pas

Page 10

Il y a 50 ans, la police assassinait des manifestants à Paris

**ABONNEMENT**

**France :**

12 numéros : 15 euros.

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

**Autres pays :**

Nous consulter

**ADRESSE**

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

**MALI**

**LA GUERRE ENTRE LA RÉBELLION TOUAREGUE ET L'ARMÉE N'EST PAS CELLE DES TRAVAILLEURS**

*Les grandes villes du Mali connaissent depuis quelques semaines une vague de violence interethnique qui n'est pas coutumière de ce pays où cohabitent depuis des siècles de nombreuses ethnies. Les victimes de cette violence, ce sont les Tamasheqs, les Arabes (Maures) ou les Touaregs installés dans les grandes villes. Certains d'entre eux ont été lynchés, dépouillés de leurs biens. D'autres qui ont de petites échoppes, ont été pillés. Nombreux sont ceux qui, de peur de perdre leur vie, ont été contraints de fuir pour aller se réfugier dans les pays voisins.*

*En l'espace de quelques jours, plusieurs milliers de personnes (peut-être plusieurs dizaines de milliers) ont donc été contraintes de quitter ce pays où ils ont toujours vécu. Leur seul tort c'est tout simplement d'avoir un teint à peine un peu plus clair que d'autres habitants du pays. Elles ne sont pour rien dans la rébellion qui sévit tout au Nord du pays, à plusieurs centaines, voire plus d'un millier de kilomètres de là où ils habitent. Certains n'y ont même jamais mis les pieds car ils ne viennent pas forcément de cette région du Nord. Mais ils ont été tout de même pris comme des complices des rebelles puisqu'ils ont une certaine ressemblance physique, encore que ce n'est parfois même pas le cas.*

*Ils sont victimes de l'imbécilité et on ne peut être qu'indigné et révolté par le sort de ces milliers de gens, qui même s'ils reviennent un jour, auront du mal à retrouver la tranquillité et la sérénité relatives qu'ils avaient jusque-là connues.*

*La question de la rébellion Touarègue ne date pas d'aujourd'hui. Rappelons que les populations touarègues, estimées entre 1 million et 1,5 million, parlent une même langue et vivent sur une zone de 2,5 millions de km<sup>2</sup> dans laquelle elles se déplaçaient plus ou moins librement. Mais lors de la décolonisation, elles ont été, malgré elles réparties entre cinq pays : le Niger, le Burkina, l'Algérie, la Libye et le Mali. Ce morcellement de leur aire géographique, l'obligation qui leur a été faite d'adopter une nationalité dans laquelle ils ne se reconnaissaient pas forcément, ont fini par engendrer une certaine méfiance, voire une certaine défiance vis à vis des autorités administratives et des appareils d'Etats nationaux.*

*Cette défiance a été plus particulièrement visible au Mali car c'est dans le nord de ce pays que se trouve la région de l'Azawad que les rebelles touaregs considèrent comme le berceau de leur ethnie.*

*Au lendemain de l'indépendance, à cause des régimes dictatoriaux de Modibo Kéïta puis de Moussa Traoré qui refusaient toute négociation avec les rebelles touareg, et qui leur faisaient la guerre, nombre d'entre eux avaient été massacrés. D'autres avaient fui ces répressions.*

*De plus, lors de la période de grande sécheresse qui avait sévi dans toute cette région pendant les années 1970, nombre de Touaregs s'étaient réfugiés dans les pays voisins, surtout en Libye, avec la bénédiction des dirigeants maliens qui voyaient plutôt d'un bon œil l'intégration des combattants touaregs dans la "légion islamique" de Kadhafi. Avec la chute de ce dernier en octobre 2011, ces anciens mercenaires sont rentrés, entre autres au Mali, lourdement armés, bien équipés.*

*Bien évidemment le retour de ces Touaregs au Mali n'a pas été apprécié par les autorités qui craignent d'autres troubles en plus de ceux causés depuis trois ans par Al-Qaïda au Magreb islamique (AQMI), qui enlève des ressortissants occidentaux, moyennant finance pour leur libération.*

*Le MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) est une formation politico-militaire née fin 2011 de la fusion de plusieurs factions de combattants touaregs dont le Mouvement touareg du nord du Mali (MTNM) et le Mouvement national de l'Azawad (MNA) ; Le porte-parole du MNLA, Hama Ag Sid Ahmed, se dit prêt à collaborer avec le régime en place de Amadou Toumani Touré (ATT), à condition, entre autres, que l'on s'occupe de la région du Nord, laissée, selon lui, à l'abandon.*

*Par rapport au problème de la rébellion, le président malien dit qu'il a mené et mène une "politique de main tendue". Ainsi, en novembre 2011, une délégation de diplomates maliens a rencontré des responsables du mouvement des*

*rebelles pour instaurer un dialogue. Cinq ans auparavant, en juillet 2006, il y a eu les accords d'Alger avec la rébellion, suivis d'aucun effet.*

*Certains, dont des proches de ATT, lui reprochent d'être trop "mou" par rapport aux rebelles. Est-ce par calcul politique de ce dernier? L'élection présidentielle est prévue dans trois mois. ATT sait qu'il ne peut plus briguer un troisième mandat présidentiel; il est donc hors course. Mais il espère, semble-t-il que, à cause de la situation d'affrontements avec les rebelles, l'élection présidentielle n'aie pas lieu; alors il pourrait se maintenir au pouvoir. C'est en tout cas le calcul que lui prêtent ses adversaires pour expliquer les raisons de sa "mollesse" envers la rébellion. L'autre raison serait tout simplement que l'armée malienne ne fait pas le poids devant la rébellion, ce d'autant plus que les affrontements se déroulent très loin de Bamako.*

*Si certains groupes rebelles ont intégré le processus de paix offert par le gouvernement malien, d'autres l'ont repoussé. Depuis le 17 janvier 2011, la guerre a déjà fait plusieurs dizaines de morts de part et d'autres. La presse fait état d'exécutions sommaires, y compris de civils, notamment dans la ville d'Aguelhok.*

*Toujours est-il que cette guerre entre les rebelles et l'armée malienne a occulté d'autres luttes telles que les revendications des travailleurs pour les augmentations de salaires, alors que les prix des denrées de première nécessité ont monté en flèche ; elle a relégué au second plan la lutte des femmes contre l'adoption par l'Assemblée nationale du texte réactionnaire concernant le « Nouveau code des personnes et de la famille », etc.*

*Souhaitons que les travailleurs, les petites gens et les femmes retrouvent un jour le chemin des luttes sociales qui permettent l'amélioration de leurs conditions d'existence au lieu de celles, ethniques et fratricides que connaît le pays actuellement.*

\* \* \* \* \*  
 \* \* \* \* \*  
 \* \* \* \* \*  
 \* \* \* \* \*  
 \* \*  
 \*

## SÉNÉGAL

### **LES CLASSES POPULAIRES DÉÇUES DE WADE NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR MOBILISATION ET LEURS LUTTES POUR AMELIORER LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE**

La validation par le Conseil constitutionnel, le 27 janvier dernier, de la candidature contestée de Wade à la prochaine élection présidentielle (prévue pour le 26 février 2012), s'est traduite par une série de manifestations de rue à Dakar et dans d'autres grandes villes du pays. La plus importante a eu lieu à Dakar le 31 janvier dernier, à l'appel du Mouvement du 23 juin (le M23, qui regroupe l'ensemble des partis et associations contestant la candidature de Wade). Il y aurait eu 10 000 manifestants selon les organisateurs et des journalistes présents sur les lieux alors que les autorités gouvernementales n'en ont compté que 2800.



Le 31 janvier 2012 à Dakar, à l'appel du M23, plusieurs milliers de manifestants se dirigent vers la place de l'Obélisque pour le retrait de la candidature d'Abdoulaye Wade à la présidentielle

La mort d'un étudiant écrasé par un fourgon de policiers n'a fait que mettre de l'huile sur le feu et provoqué d'autres manifestations, notamment dans le campus universitaire de Dakar. Il y a eu deux autres morts dans la ville de Podor, dont un policier. Au total, il y aurait eu cinq morts et plusieurs blessés.

Une autre marche de protestation a été organisée le 7 février à Dakar mais cette fois-ci avec beaucoup moins de participants. Le fait qu'elle a été interdite dans un premier temps de pénétrer dans le centre ville et autorisée qu'au dernier moment, a peut-être freiné l'envie de nombreuses personnes de sortir dans les rues. Mais les partisans de Wade n'ont

pas raté l'occasion pour se moquer de leur adversaires politiques.

Du coup, quelques heures à peine après cette marche du 7 février, le président sénégalais a voulu narguer ses opposants ("*qui ne font pas le poids*" selon son expression) en mobilisant ses partisans et en paradant dans la ville et dans quelques quartiers populaires, à bord d'une voiture décapotable. Il a serré des mains par-ci, fait des gestes de victoire par-là et a déclaré : "*Je suis très satisfait de constater que je suis encore très, très, très populaire*" et a ajouté que "*la retraite, ce n'est pas pour demain*".

Le Conseil constitutionnel a validé au total 14 candidatures. Celle du chanteur et homme d'affaires Youssou Ndour a été invalidée sous prétexte qu'il n'aurait pas réuni les dix mille signatures nécessaires pour les candidats non représentés par un parti politique. Plus exactement, c'est le ministre de l'Intérieur qui a déclaré "invalides" nombre de signatures qu'il avait recueillies.

Parmi les candidats, il y a trois anciens Premiers ministres de Wade, d'anciens ministres, d'anciens hauts cadres du PDS (le parti de Wade) ainsi que le secrétaire général du Parti Socialiste (parti de Senghor et de Diouf, qui a gouverné depuis l'indépendance jusqu'à l'arrivée de Wade au pouvoir en 2000).

Neuf des principaux candidats opposés à Wade font partie du mouvement M23. Ils réclament tous la démission de Wade au nom de la Constitution et affirment que si Wade ne se retire pas, ce serait "*un coup d'Etat constitutionnel, prélude à un coup d'Etat électoral*".

Wade a commencé sa campagne par une visite chez les grands marabouts de la confrérie des mourides dans leur "ville sainte" de Touba. Il leur a fait la courbette et a déclaré : "*C'est grâce à Touba que je suis devenu ce que je suis*". Ces grands marabouts ont une grande influence dans le pays. Ils ont des millions de fidèles et leurs paroles sont

considérées comme des directives par leur fidèles. C'est à ces mêmes marabouts que Wade avait rendu visite dès le lendemain de son élection en 2000. Depuis, il n'a cessé de leur donner des cadeaux sous diverses formes. Le dernier en date a été la coquette somme de deux milliards de Cfa au "sérigne" de Touba (titre équivalent de khalife) à la veille du "magal" (fête religieuse des mourides).



*Wade faisant la courbette au grand marabout de Touba*

A chacun de ses déplacements à l'intérieur du pays il "arrose" : des centaines de mètres de pagne par-ci, des boubous par-là, sans oublier les promesses de toutes sortes. C'est ainsi que, pour obtenir les faveurs des chefs coutumiers et des chefs de villages, il leur a promis une "*indemnité mensuelle de 75 000 F Cfa*" par ce qu'ils rempliraient des "*fonctions administratives utiles à l'Etat*".

Mais pendant que Wade gaspille l'argent de l'Etat dans l'achat de votes pour sa réélection, les

enseignants font la grève pour que les indemnités qui leur ont pourtant été promises depuis longtemps par leur ministre de tutelle leur soient versées, de même que les logements de fonction qu'ils attendent depuis longtemps soient enfin construits. Il en est de même des habitants des quartiers populaires qui attendent en vain que le gouvernement mette fin aux coupures intempestives de courant devenues de plus en plus insupportables, ainsi qu'au problème d'approvisionnement de la capitale en eau potable.

Les principaux candidats opposés à Wade s'appuient sur le mécontentement populaire et sur les légitimes aspirations des habitants des quartiers pauvres à sortir de la misère aggravée par l'augmentation du coup de la vie, par le blocage des salaires et par l'aggravation du chômage. Mais ce serait une lourde erreur que de croire que l'arrivée au pouvoir d'un des candidats de l'opposition (ce qui est loin d'être sûre) apportera une quelconque amélioration des conditions d'existence des classes populaires. Elles ne peuvent même pas espérer que le départ de Wade signifiera la fin du népotisme et de la corruption qui règnent au sommet de l'Etat.

Les seuls changements véritables que les travailleurs et les petites gens des villes comme des campagnes peuvent espérer, ne viendront que de leur propre mobilisation et de leurs propres luttes collectives. En dehors de cette perspective, ils ne peuvent que s'attendre à des déceptions tout comme ils ont été déçus par le "sopi" (changement) promis par Wade lorsqu'il préparait sa campagne électorale de l'an 2000.

#### CÔTE D'IVOIRE

Nous reproduisons ci-dessous des extraits du journal "Le Pouvoir  
Aux Travailleurs" N°179 édité en Côte d'Ivoire

### **JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LES MUTILATIONS GÉNITALES FEMININES : ASSEZ DE L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT !**

Comme chaque année depuis quelque temps, la Côte d'Ivoire a organisé elle aussi, à l'instar de la journée mondiale, sa journée de lutte contre l'excision. Ça a été l'occasion d'organiser des séminaires, des visites comme celle du ministre de l'Enfance, de la Famille et des Affaires sociales au nord du pays. C'est généralement à cette occasion

qu'on voit le gouvernement s'intéresser à ce problème. Pourtant, rien que l'année dernière, dans le seul département de Dabakala, une cinquantaine de filles sont mortes des suites de l'excision. Et parmi les rescapées combien sont-elles à avoir été infectées par le VIH, en lien avec ces pratiques aussi bien dans les régions du nord qu'à l'ouest ?

A part les ONG qui font continuellement de la sensibilisation sur le terrain, les autorités en général font preuve de laxisme. Nous nous rappelons une année où la cérémonie d'excision avait connu à l'ouest une certaine publicité. Des cadres de la région avaient même été invités. Mais aucune arrestation n'avait été faite ce jour. Cela aurait eu le mérite d'être dissuasif. Pourtant des lois existent

mais personne ne les applique. Les survivances des coutumes du passé continuent à faire des dégâts.

Il faudrait une réelle volonté politique pour mener de vastes campagnes de sensibilisation mais aussi pour condamner aussi bien les praticiennes que les parents qui s'y adonnent. L'Etat a les moyens mais les dirigeants n'ont pas cette volonté.

## CÔTE D'IVOIRE

### **LA CNPS AUGMENTE SES TAUX AU LIEU DE TRAQUER LES EMPLOYEURS QUI NE DÉCLARENT PAS LEURS SALARIÉS**

Depuis le 11 janvier 2012, le gouvernement a signé un décret qui allonge l'âge de la retraite au privé jusqu'à 60 ans. Par la même occasion, le taux de cotisation pour la retraite passe de 8% à 12% cette année et à partir de 2013, à 14%. Auparavant, le salarié payait 40% de ce taux et l'employeur les 60%. Aujourd'hui, 45% sont à la charge de l'employé pour 55% à celle du patron. En clair, cette réforme favorise le patron qui cotise beaucoup moins pour la retraite. Tous les travailleurs qui cotisent ont déjà ressenti la baisse des salaires nets sur leurs bulletins. La CNPS, pour justifier ces réformes, soutient qu'elle a procédé à des études et que celles-ci ne lui permettent pas de faire autrement car la branche "retraites" est déficitaire selon elle.

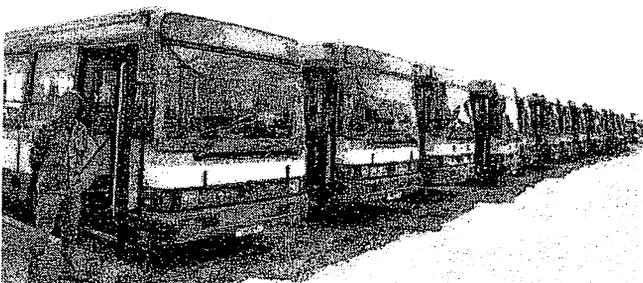
Pourtant, la CNPS sait que le nombre de travailleurs déclarés dans ces structures n'atteint

même pas la moitié de ceux qui sont en activité. Elle est bien consciente que les entreprises embauchent de moins en moins. Elles préfèrent recruter des journaliers qui sont dans une situation précaire et qui n'ont pas droit à la moindre couverture sociale. Des travailleurs dont elles peuvent à tout moment se séparer et qui représentent aujourd'hui la majorité des travailleurs. Et ce sont ces employeurs qui devraient être systématiquement traqués pour que leurs salariés soient déclarés. Cela aurait largement couvert le déficit de la branche "retraites".

Mais ni le gouvernement qui montre de plus en plus qu'il fera tout pour favoriser les patrons, ni la CNPS dont le directeur général est un patron lui-même, siégeant dans des organisations patronales, n'ont envie de s'en prendre à ces gens là.

### **CHÔMAGE TECHNIQUE À LA SOTRA UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LE MONDE DU TRAVAIL**

Mille deux cents travailleurs de la Sotra, Société de Transport Abidjanais, viennent d'être mis en chômage technique pour deux mois renouvelable. Cette mesure tombe comme un coup de massue sur la tête des salariés concernés au moment même où ceux-ci s'y attendaient le moins. Aujourd'hui, c'est l'inquiétude, car comment ne pas croire que ce qu'on présente pour le moment comme un chômage technique ne pourrait pas du jour au lendemain se muer en licenciement pur et simple ? Cette décision a reçu l'aval du gouvernement, alors même que celui-ci crie à qui veut l'entendre qu'il est en train de créer des emplois.



Un des dépôts de la SOTRA à Abidjan

Quelques semaines auparavant, la presse avait fait cas d'une éventuelle suppression de postes à la Sotra. Mais la direction de cette entreprise l'avait fermement démentie pour mieux surprendre les travailleurs. Ainsi, ceux-ci ont pris le coup sans s'être préparés le moins du monde pour se défendre.

Les suppressions de postes ne sont pas spécifiques à la Sotra. Il y a quelques mois, ce sont 300 agents de la Radiodiffusion et Télévision Ivoirienne (RTI) qui se sont retrouvés sur le carreau. Ensuite ce fut le tour du Port Autonome. A la fonction publique aussi, c'est la chasse aux fonctionnaires dits fictifs.

C'est là où on voit toute la différence entre les discours des gens au pouvoir et la réalité. Dans les discours, ils disent qu'il y aura du travail pour tous. Ils prétendent lutter contre la pauvreté. Dans la réalité, ce sont les licenciements qui se succèdent. C'est la misère qui se généralise.

Et pourtant, tout le monde voit bien que le transport public est dans un état catastrophique. Il n'arrive pas à répondre aux besoins de la population. On pourrait doubler le nombre de bus, que cela ne suffirait pas, tellement les besoins sont énormes. Et ce n'est pas l'argent qui manque.

On pourrait alors maintenir ces emplois supprimés et même recruter davantage car ce ne sont pas les prétendants au travail qui manquent.

Quand il s'agit d'acheter des armes afin de protéger leur pouvoir, ces gens-là trouvent l'argent ; pour équiper la police, il y a de l'argent. Par contre pour que les services publics utiles à la population tels que l'enseignement, la santé, le ramassage des ordures, un transport public de qualité pour soulager un tant soit peu les populations, l'argent manque. De qui se moque-t-on ?

## CÔTE D'IVOIRE

### **DARLING : IL FAUT IMPOSER L'EMBAUCHE DE TOUS LES JOURNALIERS**

Darling est une entreprise de fabrication de mèches (de cheveux) située en zone industrielle de Yopougon. Elle emploie un millier de personnes dont 10% seulement sont embauchés. Au moment des fêtes, le patron a fait produire beaucoup en augmentant les cadences. Aujourd'hui que ses entrepôts sont remplis, c'est aux journaliers qu'il veut faire payer la note. Ainsi, dès la mi-janvier, il a scindé leur groupe en deux. Chaque équipe travaille ainsi une semaine sur deux. Ce qui fait qu'au lieu d'un mois de salaire, le journalier a 15 jours. Ensuite, début février, il est passé à trois équipes, réduisant d'autant le maigre revenu des travailleurs.

Depuis le vote d'un nouveau code du travail en 1995, les entreprises n'ont plus l'obligation d'embaucher. Les patrons usent et abusent de cette main d'œuvre journalière qu'ils peuvent utiliser comme ils veulent puis la jeter à la rue lorsque le travail manque. Ainsi, aujourd'hui, il y a des journaliers qui ont plusieurs années d'ancienneté.

Il faudrait que les travailleurs puissent imposer l'embauche de tous et le maintien de tous les salaires, production ou pas : les patrons peuvent prendre sur les bénéfices.

\*\*\*\*\*

## ETHIOPIE

### **MAIN BASSE SUR LES TERRES AGRICOLES FERTILES**

Depuis quelques années les médias signalent la vente ou la location des terres agricoles en Ethiopie à des grands financiers du monde. Cela concerne des millions d'hectares cultivables et fertiles.

Ainsi, pendant que toutes les régions de l'Afrique de l'Est sont frappées par des sécheresses et que les populations qui y habitent souffrent de la famine, les grandes firmes capitalistes internationales font main basse sur les terres fertiles

pour produire des cultures destinées à l'exportation au détriment des cultures vivrières. Ce faisant, elles ne font que contribuer à l'aggravation de la famine et de la misère dans toutes ces régions.

L'ONG « Survival International » évalue à 12 millions le nombre de victimes de la famine dans la corne de l'Afrique. On parle de "crise alimentaire" depuis quelques années mais combien sont-ils ceux qui ont déjà perdu la vie ou qui sont handicapés à vie à cause de la malnutrition?

Le phénomène de la vente des terres fertiles n'est pas nouveau en Afrique. On en parle depuis plusieurs années. Mais à l'heure actuelle il s'accroît. En Ethiopie, deux régions sont plus particulièrement touchées. Ce sont la vallée de l'Omo et celle de Gambella. Elles sont toutes deux situées à l'Ouest du pays et longent l'actuelle Sud-Soudan. A Gambella c'est le groupe indien Karuturi Global, leader mondial du marché des roses coupées. Il possède déjà 100.000 hectares de terres et attend 100.000 autres. Il a acquis un bail de 50 ans en payant à peine 1 Euro par hectare et par an. Une somme dérisoire. Certains appellent cette région "Karuturiland".

Les dirigeants de ce groupe prétendent « *contribuer au développement du pays, que ce soit en faisant rentrer des devises ou bien en produisant des denrées alimentaires à destination du marché local* ». Ils ont prévu de cultiver du riz, du maïs, de la canne à sucre et des palmiers à huile. Pour résoudre le problème d'eau destinée à l'arrosage de leurs plantations, des experts indiens et néerlandais ont été mis à contribution pour réguler le débit de la rivière Baro qui parcourt cette zone.

Du côté des autorités éthiopiennes, leur politique est de se mettre au service des financiers investisseurs. Ces sociétés sont exonérées d'impôts et de taxes douanières. Elles peuvent agir pour le commerce local et international sans limite. En plus de toutes les facilités octroyées par les autorités publiques, celles-ci s'occupent également de la sécurité de l'exploitation, et ce gratuitement. Tout cela est justifié sous prétexte que ces sociétés développent le pays et créent des emplois pour les paysans de la région.

D'après les ONG qui agissent en Ethiopie, dans la région de Gambella, il y a sept investisseurs étrangers (quatre indiens, deux chinois et un saoudien). En plus de ces grandes firmes, il y aurait deux cents investisseurs éthiopiens pour des surfaces

plus modestes. Le plus en vogue des riches dans le pays, le saoudien Mohammed Al-Amoudi, se vante d'avoir abattu 100.000 arbres pour développer la culture de riz tout en voulant faire croire qu'il prévoit d'en replanter un million! Il aurait une préoccupation de ne pas nuire à l'environnement écologique tout en prétendant vouloir résoudre la question de la pénurie des produits alimentaires. Mais dans les habitudes alimentaires du pays, le riz n'est pas la denrée la plus consommée. C'est plutôt le mil, le sorgo et le blé. Quant aux populations de Gambella et de la vallée de l'Omo, leur situation s'est dégradée. En rasant la forêt, ces sociétés ont détruit leurs sources d'approvisionnement en bois, en gibiers (tels que l'antilope et le cochon sauvage). Ce sont des populations pastorales. Elles vivent de l'élevage de bovins. Raser leur forêt revient à les chasser de leur région.



Des roses destinées à l'exportation, à la place des cultures utiles à l'alimentation locale

Le gouvernement parle de "villagisation". Il leur propose de s'installer dans des villages, là où il y a divers services de santé, de scolarité et un accès à l'eau potable. Les zones de pâturage qu'on leur a accordées se réduit de plus en plus. En fait c'est un moyen d'évincer les éleveurs pour céder les terres aux sociétés capitalistes. Quant à l'embauche de la population dans les fermes modernes, c'est au compte-gouttes. Les sociétés pratiquent la culture industrielle et intensive. Elles utilisent des engins modernes. Résultat les paysans sont chassés de leurs terres de toujours, rejoignent le rang des pauvres, et le gouvernement se moque de leur sort.

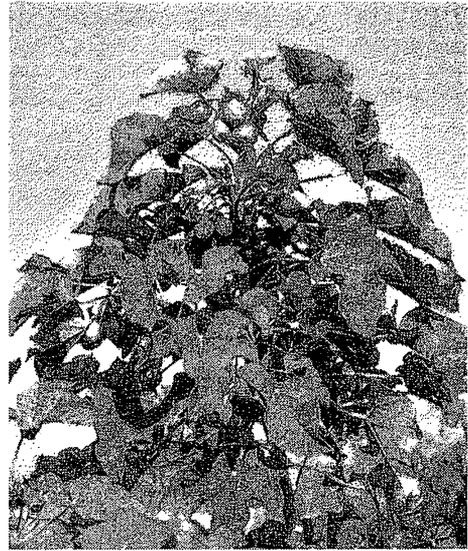
Certes les populations locales protestent. Depuis des décennies, elles vivent à l'écart de la vie moderne. Constituées de tributs nilotiques, elles ont des relations conflictuelles avec l'Etat central. Très isolées et loin du pouvoir politique, elles n'ont aucun

moyen pour s'opposer aux agissements du gouvernement et de ces sociétés qui se sont accaparées de leurs terres.

La situation dans la vallée de l'Omo est la même que dans la région de Gambella. Des sociétés malaisiennes, italiennes et coréennes y pratiquent une agriculture d'exportation. Dans cette région où plus de 100.000 personnes vivent de la terre, l'Etat est en train de les chasser brutalement pour la céder aux compagnies étrangères.

De son côté l'Etat éthiopien s'est emparé de 150.000 hectares de terre, dans la vallée de l'Omo pour la culture de canne en chassant les paysans qui vivent de l'agriculture et de l'élevage. Et cela jette des populations de la région dans la famine.

Cette mainmise sur les terres fertiles ne concerne pas seulement l'Ethiopie. On retrouve la même situation dans d'autres pays comme le Mali par exemple où plus de 700.000 hectares ont été octroyés à la promotion de la culture industrielle dans le delta central du fleuve Niger, appartenant à l'Etat et géré par "l'Office du Niger". Au Sénégal aussi plusieurs dizaines de milliers d'hectares ont été cédés à des gros capitalistes pour la culture du *Jatropha*, destinée à fabriquer du bio carburant.



Le *Jatropha*, plante dont les graines sont utilisées pour fabriquer du biocarburant

Les populations africaines sont frappées par la sécheresse et la famine, mais la calamité provient de ce système qui autorise les sociétés capitalistes à s'emparer des terres fertiles pour des cultures d'exportation. Ce n'est pas le climat qui est en cause mais l'organisation de la société en fonction des profits capitalistes. Les moyens pour résoudre les besoins des populations en difficulté existent mais encore faudrait-il les arracher des mains de ceux qui détiennent les richesses et le pouvoir.

## MADAGASCAR

### **LES PATRONS LÂCHENT DU LEST MAIS LE COMPTE N'Y EST PAS**

Selon Charles Gibrain, président du groupement des entreprises franches de Madagascar : « Sur 2011 des études ont démontré une croissance d'environ 20% des entreprises malgaches textiles vers le marché européen ». Actuellement ce secteur emploie environ 100 000 personnes et prévoit de doubler ce chiffre d'ici cinq ans. Le nombre de travailleurs dans les zones franches était cependant beaucoup plus important avant la crise politique de début 2009, période à partir de laquelle les entreprises américaines du textile ont cessé de recourir à la main d'œuvre des entreprises des zones franches malgaches sous prétexte que le régime ne leur convenait pas.

La crise au sommet de l'Etat n'arrangeait pas la bonne marche des affaires et de nombreux patrons

ont profité du ralentissement économique pour diminuer leurs effectifs tout en aggravant les conditions de travail pour ceux qu'ils n'ont pas jeté à la rue. Le mécontentement des travailleurs n'a pas véritablement débouché sur le terrain de la lutte sociale du fait entre autres du caractère timoré des directions syndicales toutes inféodées au pouvoir et aussi du fait de l'inexistence d'organisation politique défendant les intérêts des travailleurs. Quelques ateliers parmi les plus sordides ont flambé suite à des confrontations sans réelle issue vue l'ampleur de la démoralisation de certains travailleurs.

Aujourd'hui, étant donné les chiffres d'affaires en nette amélioration, les patrons et le gouvernement ont choisi de lâcher du lest en accordant une augmentation de 7% du salaire

minimum mensuel, ce qui porte celui-ci à 100 000 Ariary (environ 37 euros). Mais à la vitesse où les prix montent, c'est loin du compte.

Les classes riches savent qu'après ces trois années de reculs et de privations qu'ils ont imposés

aux travailleurs, la colère de ceux-ci peut éclater. C'est à cause de cette crainte qu'ils laissent échapper un peu de vapeur. L'avenir montrera si les travailleurs se contenteront de ces broutilles.

## IL Y A 50 ANS, LA POLICE ASSASSINAIT DES MANIFESTANTS À PARIS

Le 8 février 1962, alors que la guerre d'Algérie est dans sa huitième année, les syndicats de France et les partis de gauche ont organisé une manifestation à Paris pour protester contre la répression perpétrée par la police contre les travailleurs algériens.

### Les attentats d'extrême droite

A cette époque et surtout depuis le 22 avril 1961 date du putsch raté des généraux français contre le pouvoir dirigé par De Gaulle, l'extrême droite était passée à l'action sous le sigle OAS (Organisation Armée Secrète). Ses dirigeants recrutés au sein des cadres de l'armée et de la police, spéculaient sur le désarroi du million de Pieds Noirs encore en place en Algérie, pour se proclamer ouvertement en faveur de l'« Algérie française ». Cette organisation pratiquait le terrorisme ainsi que des attentats et des lynchages contre la population algérienne.

En métropole l'état d'urgence était en vigueur depuis cette date. Les manifestations et rassemblements étaient interdits même pour protester contre les explosions à la bombe de l'OAS visant les bâtiments publics.

### La répression contre les travailleurs algériens

Il y avait 150 000 travailleurs algériens, essentiellement des hommes, vivant dans les pires conditions à Paris dans des hôtels infâmes et les bidonvilles situés en banlieue. Le FLN qui dirigeait en Algérie la lutte pour l'indépendance, avait appelé à une journée de manifestation pacifique de ses ressortissants à Paris. La date choisie fut le 17 Octobre 1961. Alors que les manifestants sans aucune arme convergeaient vers les lieux de rassemblements, la police, sous la direction du préfet Maurice Papon, a reçu carte blanche pour se livrer à des massacres. Des centaines de travailleurs

algériens ont ainsi été raflés et acheminés par cars entiers vers les locaux de la préfecture, vers des hangars et stades, où ils ont été torturés durant des jours avant d'être abattus et jetés en masse dans la Seine. La folie meurtrière de la police continua durant plusieurs jours et nuits.

Les permanences du Parti communiste français subissaient depuis quelque temps des plasticages. L'opinion publique réprouvait ces agissements. D'autant plus que les partis et les syndicats de la classe ouvrière, qui étaient restés passifs pendant sept ans sur la guerre d'Algérie, commençaient à leur tour à agir et appelaient à des manifestations de rue.

### La journée du 8 février 1962



Manifestation dans les rues de Paris pour la commémoration des 50 ans de la répression meurtrière de Charonne

Plusieurs groupes de manifestants convergent ce jour-là vers la place de la Bastille. Les affrontements avec les forces de police durent trois heures, ils sont les plus durs aux métros Voltaire et Charonne. Un groupe de policiers s'acharna de façon particulièrement bestiale contre des manifestants qui cherchaient à se réfugier à l'intérieur de la station Charonne. Huit personnes ont trouvé la mort ce jour-là, une autre a succombé par la suite à cause de ses

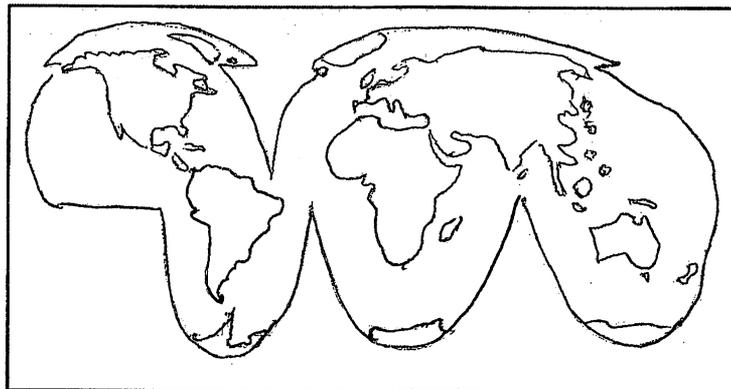
graves blessures. Ces victimes (hommes et femmes) étaient tous ouvriers ou employés, militants ou sympathisants du PCF. Les assassins de Charonne ne furent jamais punis.

Cet épisode lié à la guerre d'Algérie montre bien que les travailleurs français ne sont pas responsables ni complices de la politique colonialiste des dirigeants de ce pays. Les partis de droite étaient corps et âme liés à la bourgeoisie capitaliste et n'ont fait preuve d'aucun scrupule à

perpétrer les massacres coloniaux. Il faut quand-même dire que quand ils ont été associés au pouvoir, les dirigeants du PS et à leur remorque ceux du PCF, ils fermaient les yeux sur les massacres coloniaux.

La solidarité des travailleurs des riches métropoles à l'égard de ceux des pays coloniaux existe et s'est exprimée. Aujourd'hui les anciennes colonies sont indépendantes. Il reste à se débarrasser de l'exploitation capitaliste et des frontières artificielles qui divisent les travailleurs.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.